



La Commune



L'esprit de mai

Chronique d'une fin de régime

Intervenant à la journée parlementaire de l'UMP, le 30 septembre, Jean-Pierre Raffarin a demandé aux parlementaires d'être "fidèles à l'esprit de mai". Notre mai à nous, c'est le mai 2002, ce mai très républicain mais qui dit : "attention, si vous ne changez pas les choses, le pays peut avoir de graves colères."

Le Premier ministre ne croit pas si bien dire, les raisons de la colère s'accumulent, à commencer chez les employés de l'EDF-GDF. Ce ne sont pas les propos lénifiants de François Roussely, président d'EDF : " Les retraites ne relèvent pas d'une problématique attachée à l'ouverture du capital ", qui vont les calmer. Comme le note Le Monde : " il s'agit bien de nettoyer le bilan des entreprises, afin de pouvoir passer leurs comptes aux normes internationales, en vue de leur changement de statut, puis de l'ouverture de leur capital.

Dans cette optique, il est clair que, si le sort d'EDF et de GDF est lié le temps de la négociation et jusqu'au vote de la loi sur le changement de statut, probablement au printemps 2003, il sera dissocié pour l'ultime étape. Le gazier en excellente santé financière et moins sensible socialement, sera le premier à entrer en Bourse, peut-être dès l'été prochain, si l'état des marchés financiers le permet. On n'en est pas là. Un véritable parcours d'obstacles attend le gouvernement Raffarin au cours des prochains mois. "

Alors que l'ombre de 1995 planait sur la préparation de la manifestation du 3 octobre, sur R.T.L., le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, précise qu'il ne voit pas là " un troisième tour social... " et le lendemain, la veille de la manifestation, dans La Voix du Nord il espère que la manifestation des électriciens et des gaziers fera " réfléchir le gouvernement sur le sens de son action ". Marc Blondel, pour sa part, avait indiqué, dès le 30 septembre, qu'il n'était pas favorable à " une manifestation massive " et qu'il souhaitait circonscrire le défilé aux problèmes d'EDF-GDF. François Chèreque, nouveau secrétaire général de la CFDT, absent de la manifestation, fixe l'orientation de son organisation : " Une nouvelle critique du capitalisme, à la fois constructive et sans complaisance (...) cela ne veut pas dire récuser l'économie de marché, mais l'engager à se discipliner ", rien de bien nouveau.

Ils étaient 80 000 manifestants le 3 octobre, la moitié de tous les employés d'EDF du pays, à l'appel de toutes les organisations syndicales, à battre le pavé de Paris, contre la privatisation et son corollaire la remise en cause de leur régime de retraites. François Fillon y a vu " un élément du débat social ", philosophe à ses heures, il s'est exclamé à propos du spectre de 1995 " on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ". Jean-François Coppé, porte-parole du gouvernement, nous a livré une nouvelle formule du travail dans la joie : " On essaie de travailler la réforme en la rendant heureuse. "

Pendant ce temps

Il est vrai que ce n'est pas l' " opposition " parlementaire qui va rompre les digues, à la première séance de questions à l'Assemblée nationale, le 1^o octobre, " hormis quelques petits chahuts, aucune attaque frontale n'est venue des rangs de la gauche. Du PS, par exemple, manifestement plus préoccupé par ses divergences internes. Le premier secrétaire, François Hollande, a admis qu'il aurait été difficile d'élever le ton en envoyant au front d'anciens ministres : " C'était prendre le risque que l'on nous dise : " Qu'avez-vous fait lorsque vous étiez au gouvernement ? " " Mais quand Gaëtan Gorce, l'ancien rapporteur de la seconde Loi Aubry, défend le bilan du gouvernement Jospin à l'occasion de la discussion sur le projet de loi Fillon, toutes les sensibilités du PS se mobilisent, des " hollandais " aux " aubryistes ", des " fabiusiens " aux " emmanuelistes ", sans oublier les proches de Dominique Strauss-Khan. "

Contre la décentralisation

En visite à Troyes, le 14 octobre, Jacques Chirac lance un appel aux enseignants : " Pour faire à nouveau (de l'école) le modèle de l'ascension sociale, il faut rendre l'école à sa mission. Ce n'est pas seulement une question de moyens. Je suis certain que les professeurs de France sont prêts à se mobiliser. " Le 17 octobre, c'est au tour des personnels de l'éducation nationale à répondre à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales. Ils sont 50 000 manifestants dans toute la France et 68% de grévistes. Propos de manifestants à Lyon, où Anne-Marie Comparini, présidente UDF de la région revendique le transfert complet de l'éducation, rapportés par le Monde : " nous ne voulons pas d'un démantèlement du système éducatif français. Le projet du gouvernement de transférer des compétences va creuser les inégalités entre les régions et contribuera à détruire le caractère national de l'enseignement et des diplômes. " - " J'ai été engagé par l'Etat. On est en train de rompre mon contrat. En transférant les missions des personnels Attos aux régions, cela ouvrirait la voie à leur privatisation. On a vu ce que donnait la privatisation des cantines : les enfants défavorisés ne mangent plus. Luc Ferry veut tuer l'école de Jules Ferry. "

Continuité

C'est le moment que choisit Jack Lang pour saluer le choix de Luc Ferry de " poursuivre les réformes que nous avons engagées (...) c'est une bonne chose " ajoutant que celui-ci " y avait apporté sa contribution ".

Et alors que le Conseil d'Etat émet un avis défavorable sur le projet de loi de décentralisation présenté par Jean-Pierre Raffarin, Michel Vauzelle, président PS de la région PACA s'exclame : " ce n'est pas le gouvernement des juges en France ". Jean-Paul Huchon, président PS de la région Ile-de-France, renchérit : " Nous voulons continuer la décentralisation et donc tout ce qui permettra de l'affirmer dans le texte est bien (...) Ce serait tout de même un comble de s'abstenir sur la sécurité et de voter

contre la décentralisation ". Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, conclut : " Je dirai aux gaullistes que la décentralisation est le testament du général De Gaulle et je ferai, à l'attention des socialistes, l'apologie de Gaston Defferre ! " " La gauche flotte parce qu'elle est ambiguë ! Et parce qu'elle n'a pas encore pris la mesure de son nouveau statut d'opposant, et que certains de ses membres se croient toujours en charge des affaires publiques. " dixit Henri Emmanuelli. En somme en charge des affaires publiques, la gauche fait le contraire de ce qu'elle dit quand elle est dans l'opposition, il n'y a pas d'ambiguïté. Dans un autre registre François Hollande met les points sur les i à l'occasion du conseil national du PS, le 19 octobre : " Quant à la rupture, c'est une rhétorique qui peut servir pour changer la réalité et même la vie dans l'opposition mais qui ne résiste guère à l'épreuve du pouvoir, et la première rupture à laquelle on procède est souvent celle avec ses propres engagements ". Dans la Revue Socialiste sous le titre " 21 avril 2002 : comprendre ", l'heure est au bilan du gouvernement Jospin, toutes les " sensibilités " s'expriment, quoi de plus naturel elles y ont toutes participé. De " droite " à " gauche " - Laurent Fabius : " Il n'est pas plus convaincant d'invoquer aujourd'hui une prétendue dérive sociale-libérale du gouvernement Jospin après avoir souligné hier qu'il était le gouvernement le plus à gauche d'Europe " - Gérard Filoche, Gauche socialiste : " C'est parce qu'il n'a pas réduit suffisamment les inégalités, pas assez corrigé les effets de la crise antérieure, pas assez redistribué les richesses que Lionel Jospin a été battu. " Mais tous trouvent, même s'ils n'ont pas employé cette formule, le bilan globalement positif

Le président de l'USM - syndicat de la magistrature - interpelle Dominique Perben, ministre de la justice, présent à son congrès. Il s'élève contre " la tendance de la police à vouloir la création d'une procédure policière détachée de la procédure judiciaire, et ce sans contrôle, est porteuse d'un recul démocratique, et d'incidents répétés. Nos concitoyens veulent la sécurité, mais aussi le respect de leurs libertés et la disparition des erreurs policières ". Quelques jours plus tôt, Daniel Vaillant, ancien ministre socialiste de l'intérieur, dans un entretien sur R.T.L., affirme que son successeur, Nicolas Sarkozy, réalise " des choses que j'aurais sans doute faites si j'étais resté aux responsabilités (...) On est dans une continuité ". Où est l'opposition à la politique liberticide de Nicolas Sarkozy ?

Esprit d'avril

Comment dès lors être étonné du résultat d'un sondage BVA-Libération publié récemment : 78% des Français pensent que " les problèmes qui se posaient avant le 21 avril n'ont pas été résolus " et pour 66% " la confiance à l'égard des responsables politiques ne s'est pas améliorée ". Libération souligne que Bernard Accoyer, vice-président du groupe UMP, qui n'oublie pas le piètre score de Jacques Chirac le 21 avril, regrette que ses " collègues oublient les conditions dans lesquelles ils ont été élus. "

Incertitudes ?

Jacques Chirac, début septembre, a justifié les dépenses de la loi de programmation militaire 2003-2008 et l'augmentation de 6,1% du budget de la défense pour 2003 : " comme pour la sécurité intérieure et la justice, il s'agit de rétablir l'Etat dans ses fonctions régaliennes ". Tout en soulignant : " Si les efforts internationaux de prévention échouaient, si des menaces mettaient en jeu notre sécurité (...) nous devons être prêts à assumer nos responsabilités. " Sans mentionner l'Irak, mais tout le monde a compris.

A l'Assemblée nationale, son ministre de l'industrie Francis Mer, annonce qu' " à partir de 2004 ", la France ira " vers la voie de la discipline et de la rigueur. ". " Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre " disait on dans l'antiquité. Et Philippe Marini (UMP), rapporteur général du budget au Sénat, soupire : " C'est vrai, c'est la sinistrose. Avec la possibilité d'une intervention en Irak, d'une flambée des prix du pétrole, l'effondrement des Bourses, les incertitudes sont nombreuses (...) Quand on parle avec des patrons de grandes entreprises on a de quoi être inquiets. "

Une certitude, les ingrédients s'accumulent pour l'explosion sociale, vers le tous ensemble.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »